

Titre 4 : impacts sur le milieu marin			
Défi SDAGE	Morphologie 4.1.1.0 et 4.1.2.0	Dragage et/ou rejet y afférent en milieu marin 4.1.3.0	page SDAGE
Défi n°1 : diminuer les pollutions ponctuelles des milieux par les polluants classiques [matières organiques, matières en suspension, température, azote et phosphore ; le respect des objectifs est examiné en utilisant un débit égal au QMNA5]		<p>D1 : Adapter les rejets issus des collectivités, des industriels et des exploitations agricoles au milieu récepteur</p> <p>Pour respecter les objectifs d'état des masses d'eau, il convient d'ajuster les rejets dans les milieux aquatiques des stations d'épuration urbaines, et des industries ou des activités agricoles, en fixant si nécessaire des prescriptions complémentaires aux installations existantes.</p> <p>Pour toute masse d'eau identifiée comme étant en report de délais aux objectifs de bon état pour un ou plusieurs paramètres de pollution classiques, l'autorité administrative :</p> <ul style="list-style-type: none">- Étudie la répartition des efforts nécessaires sur l'ensemble du bassin versant pour permettre le respect à terme des objectifs assignés aux masses d'eau ;- Prend sur cette base des mesures de renforcement des prescriptions imposées aux émetteurs dans le but d'atteindre les objectifs dans les délais prévus ;- Identifie et prescrit, si nécessaire, les mesures temporaires ou palliatives à mettre en œuvre en vue de l'atteinte des objectifs ;- Identifie et prescrit, si nécessaire, les mesures permanentes portant sur l'hydromorphologie du milieu permettant un meilleur fonctionnement du cours d'eau favorable aux objectifs d'état des masses d'eau. <p>Pour ces masses d'eau, le pétitionnaire doit, pour tout projet soumis à autorisation ou à déclaration au titre de la police de l'eau, ou pour tout projet soumis à autorisation au titre des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none">- analyser l'impact de ce rejet par rapport au respect des objectifs général de non dégradation et des objectifs physico-chimiques fixés en annexe 4 d'état des masses d'eau, notamment élévation de température. Une modélisation à plusieurs dimensions pourra s'avérer utile ;- mettre en œuvre les techniques disponibles pour réduire au maximum les rejets de nature physico-chimique au milieu naturel ;- rechercher des techniques alternatives permettant de limiter les rejets ou barrières telles que l'élévation de température en période d'étiage et dans les cours d'eau intermittents (stockage sur site, réutilisation d'eau...). <p>Pour la délivrance d'autorisations et de récépissés de déclarations au titre de la police des eaux ou d'autorisations au titre des installations classées, l'autorité administrative tient compte de ces trois points.</p> <p>Les prescriptions délivrées par l'autorité de sûreté nucléaire pour les rejets des installations nucléaires de base tiennent également compte de ces trois points, dans le respect du décret 2007-1557 du 2 novembre 2007.</p> <p>Au cas où le projet remettrait en cause les objectifs d'état des masses d'eau, des mesures compensatoires devront être mises en place.</p>	48
		<p>D2 : prévoir des mesures compensatoires en hydromorphologie pour limiter les effets des pollutions classiques</p> <p>D'une manière générale, il est nécessaire de promouvoir activement des mesures en matière d'hydromorphologie pour restaurer le fonctionnement naturel, notamment capacité d'épuration, des masses d'eau.</p> <p>A cet effet, sur les masses d'eau qui ne pourront pas atteindre le bon état d'ici 2015 pour les paramètres biologiques, il est recommandé que les services de police de l'eau et des installations classées prescrivent lorsque c'est nécessaire des mesures en matière d'hydromorphologie, pour augmenter le fonctionnement naturel en vue de l'atteinte du bon état ou du bon potentiel. [...]</p>	49
Défi n°3 : réduire les pollutions des milieux aquatiques par les substances dangereuses		<p>Disposition 23 : Adapter les autorisations de rejet des substances dangereuses</p> <p>[...] l'autorité administrative adapte les prescriptions qu'elle impose au titre de la police des installations classées, de la police de l'eau ou de l'autorité de sûreté nucléaire pour les rejets dans les milieux aquatiques, les déversements dans les réseaux publics et les dispositifs d'auto-surveillance qui le nécessitent. Ces prescriptions doivent permettre de prendre en compte les substances dangereuses pour en limiter l'impact sur les réseaux et les systèmes d'assainissement collectifs, afin de respecter l'objectif général de non dégradation de l'état des masses d'eau et les objectifs spécifiques qui leur sont assignés. [...]</p>	58
Défi n°6 : protéger et restaurer les milieux aquatiques et humides	<p>D47 : Limiter l'impact des travaux et aménagements sur le milieu marin</p> <p>Tout projet soumis à autorisation ou à déclaration au titre des articles L.214-1 et suivants, et L.414-1 et suivants du code de l'environnement, répertorié dans les eaux de transition, côtières ou marines (par exemple : éoliennes offshore, hydroliennes, récifs artificiels ...) doit prendre en compte :</p> <ul style="list-style-type: none">- son impact sur les habitats marins intertidaux et subtidaux, sur leurs fonctionnalités écologiques, et sur leurs interconnexions,- son impact sur la dynamique hydromorpho-sédimentaire et sur le trait de côte, les objectifs du SDAGE- les zones à fort enjeux environnementaux, notamment les Aires Marines Protégées (parmi lesquels les sites Natura 2000 en Mer, les Parcs Naturels Marins et autres protections spécifiques ...),- l'interaction avec les autres usages de la mer. <p>Dans cette optique, il est souhaitable qu'une planification globale de ces projets soit assurée.</p> <p>L'autorité administrative qui délivre les autorisations ou réceptionne les déclarations :</p> <ul style="list-style-type: none">- prend en compte cette analyse ;- identifie, si nécessaire, des prescriptions complémentaires pour la mise en œuvre de mesures compensatoires ;- veille à s'opposer au projet dès lors que les effets cumulés négatifs, pouvant être produits, malgré les mesures compensatoires, ne respectent pas une gestion équilibrée de la ressource en eau et la préservation des milieux aquatiques.		74
	<p>Disposition 48 : Entretenir les milieux de façon à favoriser les habitats et la biodiversité</p> <p>L'entretien des cours d'eau et du littoral a pour objectif d'assurer une gestion écologique des différentes composantes des berges, du lit mineur et de l'estran, il participe au maintien ou au développement de la diversité des milieux.[...] Il s'agit, en particulier, de privilégier les techniques douces.</p> <p>En effet les opérations d'entretien ne doivent pas conduire à une rupture des interconnexions entre habitats, ni une altération des habitats sensibles (ex : laisse de mer).</p>		74
	<p>D50 : Mieux prendre en compte le milieu dans la gestion du trait de côte</p> <p>Les actions de gestion du trait de côte et de lutte contre l'érosion marine sont réalisées selon les besoins et en cohérence avec les objectifs des masses d'eau côtières et de transition, et dans le contexte du changement climatique. Elles sont menées à une échelle hydromorphologique cohérente prenant en compte le fonctionnement hydrodynamique et hydrosédimentaire. Les techniques alternatives faisant appel au génie écologique, notamment celles limitant l'artificialisation du milieu, sont privilégiées.</p>		75
	<p>Disposition 53 Préserver et restaurer les espaces de mobilité des cours d'eau et du littoral</p> <p>Les espaces de mobilité sont à préserver ou à restaurer par : - la recherche d'une exploitation des terres riveraines compatible avec la préservation des espaces de mobilité ; [...]</p>		75
	<p>Disposition 54 : Maintenir et développer la fonctionnalité des milieux aquatiques particulièrement dans les zones de frayères</p> <p>Il convient de maintenir, de restaurer et d'entretenir de manière ciblée la diversité physique et la dynamique des milieux au niveau des zones de reproduction, d'alimentation et de Croissance.</p> <p>Cette disposition concerne de nombreuses espèces, entre autres, les grands salmonidés et les secteurs à aloses sur l'aval des fleuves et affluents de la Seine [...] les espèces marines exploitant les milieux estuariens et côtiers à des fins de nurserie et de nourricerie.</p>		76

Défi SDAGE	Morphologie 4.1.1.0 et 4.1.2.0	Dragage et/ou rejet y afférent en milieu marin 4.1.3.0	page SDAGE
Défi n°6 : protéger et restaurer les milieux aquatiques et humides	<p>D57 : Gérer durablement les milieux et les usages des espaces littoraux</p> <p>L'autorité administrative peut définir et veiller à la mise en œuvre d'une gestion durable des milieux littoraux, notamment dunes, prés-salés, estrans et eaux côtières, et des usages qui s'y développent. Cette gestion vise à limiter les incidences des aménagements et des activités sur les habitats et les espèces par :</p> <ul style="list-style-type: none">- la mise en œuvre d'interdiction de certains usages dans les zones d'intérêt écologique majeur ;- des mesures correctrices visant à améliorer les projets afin d'en limiter l'impact environnemental ;- des mesures compensatoires visant à compenser la détérioration des habitats la destruction des espèces.		76
	<p>Disposition 58: Réduire l'impact morphosédimentaire des aménagements et des activités littoraux</p> <p>Il est souhaitable que les impacts négatifs des aménagements (extension portuaire, enrochement, endiguement...) et des activités (dragage, clapage de sédiments...) sur la dynamique morphosédimentaire et le fonctionnement écologique des milieux littoraux soient évités, réduits ou compensés par des mesures appropriées (nature des aménagements, gestion des chantiers, localisation des activités...), afin de minimiser les risques occasionnés vis-à-vis de l'état et du fonctionnement écologiques des milieux. Les mesures compensatoires sont envisagées notamment si les mesures de limitation de l'impact de ces aménagements et activités ne sont pas suffisantes.</p>		77